



**FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)  
RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET**

**PAYS:** République Centrafricaine  
**PÉRIODE CONSIDÉRÉE:** 1<sup>ER</sup> JANVIER – 31 DÉCEMBRE

**Intitulé du Programme & Numéro du Projet**

Intitulé du Programme: Appui au processus de réconciliation nationale pour une paix durable en CA  
Numéro du Programme (*le cas échéant*) 00093202  
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):<sup>1</sup> 00093169

**Entités participantes de l'ONU**

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: UNDP  
UNFPA

**Partenaires d'exécution**

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:  
- Ministère des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale; Ministères sectoriels et Institutions nationales (Ministères de l'Administration du territoire, Education, Défense, Sécurité, Autorité nationale des Elections); MINUSCA ; Société civile & médias; ONG nationales et internationales ; Autres agences des Nations Unies

**Budget du Programme/Project (en dollars US)**

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)  
**UNDP : \$ 3 525 478,97**  
**UNFPA \$ 70'000**

Contribution gouvernementale  
(*le cas échéant*)

**0**

Autres contributions  
(donateurs) (*le cas échéant*)

**BPPS**

**TOTAL:**

**Durée du Programme**

Durée totale (*en mois*) 27 mois

Date de démarrage<sup>2</sup>  
(*jour/mois/année*) 15 Décembre 2014

Date de fin prévue à l'origine<sup>3</sup> 31 Mai 2016  
(*(jour/mois/année)*)

Date de fin actuelle<sup>4</sup>  
(*jour/mois/année*) 31 Mars 2017

<sup>1</sup> Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

<sup>2</sup> La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>3</sup> Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

<sup>4</sup> S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

**Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours**

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date:

**Rapport soumis par**

Nom: Aboubacar Koulibaly

Titre: Directeur Pays

Organisation participante (principale): UNDP

Courriel: aboubacar.koulibaly@undp.org

## PARTIE 1 – ÉTAT D’AVANCEMENT DES OBJECTIFS

### 1.1 Évaluation de l’état d’avancement et des objectifs du projet

**Pour les projets PRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:**

<b>Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.</b>
<b>Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.</b>

**Tant pour les projets IRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l’ensemble des objectifs atteints jusqu’à ce jour:** en decalage

**Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l’état d’avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d’énumérer jusqu’à quatre résultats par projet.**

**Description du résultat 1:** Les capacités des acteurs et institutions dans le domaine de la transformation des conflits et de la consolidation de la paix sont renforcés et institutionnalisés, y compris à travers la mise en place d'une architecture de paix inclusive et pérenne organisée à tous les niveaux (Résultat Stratégique 2 - Voir Prodoc)

**Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat:** en decalage

#### État d’avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

Produit 2.3: Les structures et mécanismes relatifs à l’architecture de paix (plateforme nationale, régionale et structure locale) sont mises en place et rendues fonctionnelles dans les zones-cibles du projet.

Produit 2.4: Le Gouvernement et d’autres acteurs institutionnels clés disposent des capacités nécessaires pour la coordination de la mise en œuvre de la stratégie nationale et du plan d’urgence en matière de réconciliation nationale.

Produit 2.5: Le rôle et les capacités des leaders des groupes armés, politiques, religieux et de la société civile sont renforcés dans les domaines de la médiation et de la réconciliation.

#### État d’avancement du résultat

*Décrire l’état d’avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l’état d’avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)? Les Comités locaux de paix et de réconciliation (CLPR) ont été officiellement lancés par le président de la République. La création (ou la redynamisation) de ces structures est dirigée par le Ministère des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale (MASRN). Les CLPR constituent les structures de base de l’architecture de paix de la RCA. La première phase a concerné les 8*

arrondissements de Bangui, les communes de Begoua et Bimbo (pref. de L'Ombella Mpoko) et Mbaiki (pref de la Lobaye). Ces zones ont été identifiées comme prioritaires par le MASRN, en raison de la fermeture du camps de déplacés de Mpoko (périphérie de Bangui) et des tensions potentielles liées au retour des déplacés dans ces communes. Les CLPR auront aussi un rôle à jouer lors de l'installation de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation (CVJRR) en RCA. Bien que leur rôle n'ait pas encore été clairement défini par les autorités, ils devraient travailler sur la documentation des crimes, l'identification des victimes et l'élaboration de plans de réparation communautaires. Deux voyages d'études en Côte d'Ivoire et au Rwanda ont permis aux Ministères de la Réconciliation et de la Justice d'adapter le plan de création de la Commission. Le modèle du Gaçaça rwandais semble retenir l'attention car permettant d'intégrer les méthodes traditionnelles de règlement des conflits. A cet effet, le projet a soutenu le Ministère de l'Administration du Territoire dans l'élaboration d'un projet de loi permettant la réhabilitation des chefferies traditionnelles. C'est une opportunité de les intégrer dans le dispositif des CLPR, en raison de leur légitimité auprès des populations.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Bien que le renforcement de la cohésion sociale fasse partie des priorités, l'environnement sécuritaire demeure critique et mobilise l'attention du Gouvernement, des institutions et des acteurs de la société civile. La persistance des violences, notamment à Bangui, Bambari, Bria et Kaga Bando, freine la mise en œuvre des activités du projet. Le DDR mobilise les acteurs institutionnels au détriment d'autres secteurs urgents.

Autre facteur à ne pas négliger, la préparation de la conférence de Bruxelles. Le Gouvernement et les techniciens nationaux ont été mobilisés durant de longs mois pour réaliser le RCPCA, ce qui se remarque vu que le pays dispose de peu d'expertises. Point positif, le RCPCA se présente comme un outil opérationnel et le Pilier 1 : Soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation a été décliné en plan stratégique par le cabinet du président. Il constitue aujourd'hui une base de travail solide pour les autorités et les partenaires du pays qui interviennent dans le domaine de la réconciliation.

**Description du résultat 2:** Les programmes de réintégration et de relèvement socio-économique dans les zones d'action contribuent à apaiser les tensions, favorisent les interactions entre les groupes autrefois antagonistes et contribuent à la consolidation de la paix (Résultat Stratégique 3 - Voir Prodoc)

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en décalage

### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

Produit 3.1: Les interactions entre différents acteurs dans les communautés ciblées favorisent le retour et la réintégration des ex-combattants, des exilés et des personnes déplacées internes.

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?* Le projet soutient la mise en oeuvre de THIMO à Bangui, associé à des sessions de sensibilisation et de formation à la gestion des conflits. En partenariat avec la Section Jeune à risques du Bureau du D/SRSG, les Affaires civiles, UNFPA, le projet a permis d'injecter des ressources rapides dans le 4e arrondissement, le 8e arrondissement et à Bimbo III (prefecture de l'Ombella Mpoko). 3000 personnes ont été sensibilisées à la paix et à la cohésion sociale (groupes de paroles), 2550 bénéficiaires au total ont bénéficié de salaires dans le cadre de THIMO, 1290 formés à la gestion des conflits, la gestion des budget et prévention des violences sexuelles. Le lancement en novembre trois projets d'AGR (activités génératrices de revenus) à Bimbo III et dans le 4e arrondissement mobilisera 850 bénéficiaires (essentiellement des femmes et des ex-combattants) autour de la fabrication artisanale de savon, de la pisciculture et d'une ceinture maraichère.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en oeuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

La mise en oeuvre de Thimo ou d'AGR réclame d'avoir de la part des autorités et des communautés locales des listes composées de personnes remplissant les critères de vulnérabilité établis de façon concensuelle. Cependant, l'ampleur des besoins a pour conséquence de compliquer les pondants aux critères de vulnérabilités précédemment établis. L'établissement de ces listes n'est pas toujours chose aisée dans le contexte actuel où la moindre tension peut paralyser totalement la mise en oeuvre de ce type d'actions. En ce qui concerne l'intérieur du pays, le déploiement récent du PNUD à Bossangoa (Ouham) et Bambari (Ouaka) facilitera la mise en oeuvre et le suivi d'activités visant à injecter des ressources financières dans les communautés.

**Description du résultat 3:** Les candidats aux élections et les formations politiques sont mieux outillés pour une participation de qualité au processus électoral et contribuent à la consolidation de la paix et de la cohésion sociale. (Résultat Stratégique 4 - Voir Prodoc)

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en oeuvre du projet.*

Produit 4.1 : Les capacités techniques et organisationnelles des partis politiques et des candidats aux élections sont renforcées, leur permettant de proposer des projets de société répondant aux besoins des citoyens et concourant à la consolidation de la cohésion sociale

Produit 4.2: Les candidats et partis politiques sont dotés des capacités nécessaires au suivi des opérations de vote et de dépouillement

Produit 4.3: Les candidats et partis politiques engagés dans le processus électoral sont dotés d'un code de bonne conduite en vue de promouvoir un environnement électoral apaisé.

#### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?* Le projet a contribué de façon significative au déroulement d'une campagne apaisée et au recours aux voies légales des candidats aux élections, présidentielle et législative. Aucune violence n'a suivi la publication des résultats des élections, une première depuis 1999. Le cycle électoral s'est terminé ce 8 décembre avec l'élection du dernier député de l'Assemblée nationale, le scrutin dans la circonscription de Bimbo ayant été annulé 5 fois par la Cour constitutionnelle.

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

**Description du résultat 4:** La coordination, le suivi et l'évaluation des projets financés par le Fonds de consolidation de la paix des Nations unies en RCA sont améliorés (Résultat Stratégique 5 - Voir Prodoc)

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

#### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

Produit 5.1 : L'unité de Coordination et de suivi-évaluation des projets est mise en place et opérationnelle ;

Produit 5.2 : Les interventions financées par le Fonds de consolidation de la paix, fenêtre IRF sont mieux coordonnées, les RUNOS intervenants de façon complémentaire ;

Produit 5.3 : Les partenaires nationaux, les partenaires d'exécution et les bénéficiaires sont mieux familiarisés avec les outils du Fonds de consolidation de la paix (PBF)

#### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

Produit 5.1: Une coordinatrice du PBF a été déployé a temps plein en septembre 2016 afin de mettre en place le Secrétariat en RCA. Les autres postes du Secrétariat sont également en cours de recrutement. L'opérationnalisation du Secrétariat est effectif. Le Secrétariat a été placé au sein de la Minusca et assure le lien programmatique et stratégique entre le UNCT et

la MINUSCA. Le Secrétariat a également organisé la mission du PBSO en RCA suite à la promesse de financement post Conférence de Bruxelles.

Produit 5.2: La mission PBSO, facilitée par le Secrétariat, a permis la révision de tous les projets en cours. Le Rapport de la mission contient des recommandations pour renforcer la mise en oeuvre des projets ainsi que leur complémentarité avec notamment la MINUSCA.

Produit 5.3: Depuis le lancement du Secrétariat, une série de réunions se sont tenues avec les partenaires gouvernementaux, les RUNOs et la MINUSCA pour expliquer le rôle du PBF et son appui dans le cadre de la consolidation de la paix en RCA. La mission de PBSO a renforcé cela à travers les nombreuses réunions de travail.

### Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en oeuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

La mise en place effective du Secrétariat a commencé depuis septembre 2016 et plusieurs étapes restent à finaliser. Notamment le recrutement du personnel complet du Secrétariat et la mise en place d'un Mécanisme de Coordination du Fond. Concernant le recrutement, le principal obstacle reste administratif et surtout les défis en capacité nationale dans ce domaine. Dans ce sens, des efforts sont menés pour identifier des personnes ressources dans la sous-région pouvant appuyer le Secrétariat en attendant le recrutement du personnel.

En ce qui concerne la mise en place du Comité de pilotage, cela se fait en parallèle au processus de création du Secrétariat permanent du RCPCA. Vu que le mécanisme de coordination du PBF doit s'aligner au RCPCA, cela entraîne des lenteurs afin de s'accorder sur le mécanisme national de coordination du RCPCA. Néanmoins, le rapport de mission de PBSO offre des options afin d'alléger le mécanisme et pouvoir le mettre en place plus rapidement.

### 1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le lancement officiel des CLPR par le chef de l'Etat témoigne de la volonté des autorités d'intervenir au niveau communautaire pour renforcer le vivre ensemble;</li> <li>- Programme National de Réconciliation et de la Cohésion Sociale (PNRCS) a été élaboré et validé par le président de la République;</li> <li>- La reconnaissance de la portée des chefferies traditionnelles et l'élaboration d'un projet de loi les incluant dans la chaîne administrative leur confère la légitimité et l'autorité nécessaire pour être les garants de la cohabitation pacifique des communautés;</li> <li>- Les incidents sécuritaires impliquant des ex-combattants dans le 4<sup>e</sup> arrondissement ont drastiquement baissé. Seulement 4 incidents impliquant des ex-combattants anti-Baaka enregistrés entre février et novembre 2016 contre le triple en 2015 selon la section sécurité du conseil local de jeunesse);</li> </ul>
--	--

<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet permet de combler les déficits en matière de renforcement des capacités institutionnelles et structurelles du pays. Jusqu'à présent, l'ensemble des projets et programmes mis en oeuvre par les partenaires de la RCA mettent l'accent sur le renforcement des communautés au détriment des capacités de planification et coordination des autorités. De même, le projet appuie des interventions visant à insérer les leaders religieux et traditionnels dans la pacification des communautés alors qu'ils n'étaient pas vraiment considérés jusqu'à présent</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet a eu un impact significatif sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le renforcement des capacités opérationnelles du Ministère des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale dont on attend beaucoup mais qui dispose de peu de moyens. Les locaux ont été réhabilités, le personnel a bénéficié de formations en matière de médiation, coordination des interventions, planification ;</li> <li>- l'élaboration et la mise en oeuvre du chronogramme devant permettre la création de la Commission, Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation qui fait partie des priorités du président mais dont la préparation ne fait l'objet d'aucun appui international coordonné ;</li> <li>- la structuration d'une architecture nationale de paix, par la réorganisation des comités de paix/dialogue/médiation existants ou la création de comités dans les zones les plus sensibles;</li> <li>- le projet a aussi un impact direct sur le calme relatif qui prévaut dans les 4e et 8e arrondissements de Bangui, compte tenu des thimo mis en oeuvre et de l'intensité des actions de sensibilisation/prévention des conflits mis en oeuvre dans ces bastions de milices anti-balaka. Ces arrondissements sont restés calmes en dépit des tensions qui ont agité le 3e et le 5e arrondissement en septembre et qui, d'habitude, embrasent les autres communes;</li> </ul>
<p><u>Gestion de risques/innovation:</u> Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet a été très prudent, compte de la dégradation de l'environnement sécuritaire observée dès le second semestre 2016</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes:</u> La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en oeuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le gender marker 2 est toujours valable. Aussi des activités spécifiques dédiées aux femmes sont-elles prévues, notamment en ce qui concerne l'amélioration de leur conditions de vie (AGRs) et implication dans le processus de cohésion sociale au niveau communautaire. Leur implication dans la mise en oeuvre de Thimo est plus délicate, souvent en raison de la nature des travaux à faire.</p>



**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR :** Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
<b>Résultat 1</b> La mise en œuvre de l'Accord de cessation des hostilités signé le 23 juillet 2014 et des étapes ultérieures est effective et permet l'amorce d'un processus de dialogue politique avec l'implication de l'ensemble des acteurs	Indicateur 1.1 L'amorçage d'un dialogue politique national de long terme	- Accord de Cessation d'hostilités signé mais pas de dialogue institutionnel entre les parties prenante pour résoudre les questions de transition qui restent	Un cadre de dialogue est pérennisé et inclut toutes les parties prenantes principales, y compris les représentants des groupes armés	Comité technique et Comité de Suivi des Accords de Brazzaville maintenus et fonctionnels jusqu'au Forum National de Bangui. Ces deux instances ont permis de maintenir le dialogue politique et militaire avec les groupes armés		
	Indicateur 1.2 Un consensus politique des acteurs clés sur les questions principales de transition politique		Un feuille de route est mise en place sur la résolution des questions clé liées à la transition politique	Les questions liées à la cessation des hostilités, au pré-cantonement des ex-combattants, à la stratégie de DDR, à l'organisation du Forum de Bangui et à la tenue des élections discutées et tranchées		

nationaux.				par toutes les parties prenantes		
Produit 1.1 Des structures et mécanismes de suivi et de mise en œuvre de l'Accord de Brazza mis en place et fonctionnels au niveau national et régional.	Indicateur 1.1.1 Existence des structures dont un secrétariat de la Commission de suivi de l'Accord de Brazza	Aucune structure existante	- Mise en place du Comité de pilotage du processus post-Brazza (niveau GoCAR) - Mise en place de la Commission de suivi de l'application de l'Accord de cessation des hostilités (COSAB)			
	Indicateur 1.1.2 Un Comité Technique de la COSAB mis en place et fonctionnel	Aucun comité existant	Mise en place d'un Comité Technique de la COSAB (avec rep des signataires et communauté internationale)			
Produit 1.2 L'Accord de cessation d'hostilités est vulgarisé auprès des populations et permet une meilleure	Indicateur 1.2.1 % de la population et des principaux acteurs de conflit estimant avoir l'information adéquate sur l'Accord de	Existence d'une stratégie de communication de l'Accord de Brazza	70 % de la population et en moyenne 90% des acteurs au conflit visés, dont 40% de femmes	Sondage non réalisé.	Sondage aurait du être fait en partenariat avec la partie nationale pour informer les stratégies nationales.	Au moins 15000 personnes informées du contenu des Accords lors des consultations populaires à la base dans les 16 pref et Bangui

participation des principales parties au conflit au processus de dialogue à tous les niveaux	Brazza et de ses principales conclusions (désagrégé par âge/sexe)					
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3 Le Forum de Bangui est organisé et permet une meilleure participation des principales parties au conflit au processus de dialogue à tous les niveaux.	Indicateur 1.3.1 Nombre de concertations/forums organisés dans les préfectures de Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Gribizi et Ouaka et au niveau national (à Bangui)					
	Indicateur 1.3.2 Nombre de personnes ayant participé au forum national et aux concertations régionales par partie au conflit,	0	- 50 personnes et en moyenne 70% des groupes-cibles spécifiques représentés par forum régional de concertation, avec la représentation	15970 participants aux foras dans 16 préfectures, 8 ards de Bangui et pays de refuge (Tchad, Cameroun, RDC, Congo). 22% des participants		

	avec l'implication des représentants des groupes armés (désagrégé par âge/sexe)		des principaux groupes armés au niveau régional. - 300 personnes et en moyenne 70% des groupes-cibles spécifiques r	au foras sont des femmes. 30% des participants au FNB sont des femmes 65 rep de groupes armés au FNB		
<b>Résultat 2</b> Les capacités des acteurs et institutions dans le domaine de la transformation des conflits et de consolidation de la paix sont renforcées et institutionnalisées, y compris à travers la mise en place d'une architecture	Indicateur 2.1 Pourcentage de conflits communautaires modérés par des médiateurs locaux et taux de réussite désagrégé par sexe	Inconnu	70% de conflits modérés par les médiateurs locaux (30% par les femmes) 60% de conflits modérés avec succès au niveau local	Monitoring disponible dans des zones spécifiques. Indisponibles à l'échelle nationale		
	Indicateur 2.2 Pertinence et efficacité des structures, systèmes et nouvelles pratiques organisationnelles dans le domaine de la transformation des conflits et de la consolidation	Capacités du ministère de la réconciliation très faibles à tous les niveaux Absence d'une évaluation des capacités et des besoins	70% d'objectifs fixés sont atteints à la fin du projet, sur la base du Plan d'action d'appui convenu avec le ministère de la réconciliation			

de paix inclusive et pérenne	de la paix mis en place au sein du ministère de la réconciliation					
Produit 2.1 Une analyse participative des facteurs de conflits, des acteurs, des mécanismes de résolution et des besoins permet de formuler des stratégies en matière de cohésion sociale et de réconciliation nationale	Indicateur 2.1.1 Existence d'une analyse consensuelle des facteurs des conflits	Absence d'un document d'analyse des conflits, détaillé et inclusive en RCA	1 rapport d'analyse des conflits consensuel disponible et validé d'abord par le Cluster moyens de subsistance et stabilisation des communautés (CMSSC) et ensuite lors d'un Atelier national de restitution	Rapport général des consultations populaires offre une monographie des conflits en RCA, de leurs causes et de leurs effets sur la gouvernance, la vie économique et communautaire. Validé au niveau national et gouvernemental		
	Indicateur 2.1.2 Existence d'une cartographie des capacités des acteurs en matière de réconciliation et de gestion des conflits, ainsi que de leurs besoins	Mapping très sommaire établie par le Cluster Moyens de Subsistance et Stabilisation des Communautés	Une cartographie des besoins des acteurs en matière de consolidation de la paix validée par le Cluster moyens de subsistance et stabilisation des communautés (CMSSC)	Cartographie réalisée par les acteurs du CMSSC		
Produit 2.2	Indicateur 2.2.1 Nombre de	Quasi-absence ou très faibles	- 2 médiateurs par localité-cible (30%)		Élaboration du curriculum harmonisé avec la	Au moins 50 médiateurs formés

Un réseau de médiateurs et de facilitateurs nationaux mis en place et opérationnel à travers les structures préfectorales et locales en vue de renforcer le dialogue politique et accompagner la mise en œuvre des accords de paix.	médiateurs internes identifiés, recrutés, formés, organisés, structurés en réseaux et opérationnels (désagrégé par âge/sexe).	capacités des acteurs en matière de médiation des conflits	du total sont des femmes)		MINUSCA Affaires civiles et OCHA par soucis d'harmonisation	aux techniques de facilitation du dialogue. Au moins 10 formateurs nationaux formés
	Indicateur 2.2.2 Appréciation par les médiateurs de leurs propres capacités à intervenir efficacement dans la résolution pacifique des conflits.	Absence d'un répertoire de médiateurs internes actifs en RCA	2 médiateurs par localité-cible (30% du total sont des femmes)	Recensement non initié	Réflexion initiée par les autorités en raison de la diversité des acteurs et approches	
Produit 2.3 Les structures et mécanismes relatifs à l'architecture de paix (plateforme	Indicateur 2.3.1 Existence des structures et mécanismes de médiation et de dialogue au niveau national, régional et local	Absence d'une architecture nationale pour de règlement pacifique des différends, assurer la médiation	- 1 plateforme de médiation et de dialogue au niveau national - 1 structure régionale mise en place	Elaboration par le GoCAR d'une stratégie de mise en œuvre de la CVJRR	Mise en œuvre nécessite une coordination plus large avec l'ensemble du GoCAR	

nationale, régionale et structure locale) sont mises en place et rendues fonctionnelles dans les zones-cibles du projet.	Indicateur 2.3.2 Proportion de femmes dans les structures de paix, au niveau national, régional et local		30% de médiateurs sont des femmes		Objectif maintenu dans l'élaboration des critères de sélection des médiateurs	
<b>Résultat 3</b> Les programmes de réintégration et de relèvement socio-économiques dans les zones d'action contribuent à apaiser les tensions et favorisent les interactions des groupes	Indicateur 3.1 Le changement de comportement au sein des communautés-cibles, se traduisant par une amélioration des contacts positifs sur le plan social et des affaires entre personnes d'origine ethnique, religieux et politique différente	Nombreux cas d'injustice, de violation des droits de l'homme et d'intolérance ethnique et religieuse	En moyenne, 70 % de répondants manifestent un sentiment de sécurité individuelle et collective au regard des critères confessionnels, ethniques et politiques	Sondage non effectué	Objectif maintenus. En revanche, redéploiement des services non effectif sur l'ensemble du territoire	
	Indicateur 3.2	Nombreux cas				

autrefois antagonistes et contribuent à la consolidation de la paix. .	% de diminution des confrontations violentes entre les groupes et les communautés antagonistes	d'injustice, de violation des droits de l'homme et d'intolérance ethnique et religieuse				
Produit 3.1 Les interactions entre différents acteurs dans les communautés ciblées favorisent le retour et la réintégration des ex-combattants, des exilés et des personnes déplacées internes.	Indicateur 3.1.1 % d'augmentation de personnes retournées (PDI et exilées) et présentes pendant au moins 4 mois dans leur lieu de retour;	Environ 568 000 de PDI, dont 25% à Bangui. Environ 350 000 réfugiés centrafricains	70% de contacts positifs entre groupes antagonistes 60% de diminution d'incidents de violence entre			2050 sensibilisés à la cohésion soc dans les zones sensibles de Bangui et Bimbo III ;
	Indicateur 3.1.2 % de diminution d'incidents entre les exilés et PDI de retour et les membres des communautés d'accueil, y compris les cas de violence envers les femmes	Rythme des retours très lent suite à la persistance de l'insécurité et instabilité	groupes antagonistes 80% de personnes de retour dans leurs communautés et ayant resté pendant au moi			6000 retours de réfugiés enregistrés (source HCR)
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1	56,3% des	80% d'objectifs	Etude holistique non		



La restauration des structures administratives, juridiques, de sécurité et des services sociaux de base contribuent à l'instauration d'une paix durable.	Nombre et nature des services publics restaurés et effectivement au service des populations dans chacun des secteurs prioritaires : Administration publique (Préfet, s/préfets et autres agents de l'État) ; Sécurité (police et gendarmerie) ; Justice	bâtiments des bureaux administratifs des préfets sont entièrement non fonctionnels contre	fixés dans le cadre du Plan d'action établi sur la base d'un exercice d'évaluation d	réalisée		
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
<b>Résultat 4</b> Les candidats aux élections (présidentielle et législative) et les	Indicateur 4.1 La campagne électorale se déroule dans un contexte apaisé de cohabitation politique	élections toujours sous tension, résultats contestés violemment	80% des rep des Candidats et Partis politiques sont informés sur les voies légales de recours en cas de litiges électoraux	74 candidats et rep de partis sensibilisés au respect des règles démocratiques		

formations politiques sont mieux outillés pour une participation de qualité au processus électoral et contribuent à la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.	pacifique et dans le respect de la diversité d'opinion		et formés à la surveillance électorale			
	Indicateur 4.2 Les candidats et les partis politiques utilisent les voies légales de recours en cas de litiges électoraux	Les élections en RCA se sont toujours déroulées dans un climat de tension, les résultats des scrutins sont régulièrement fait l'objet de contestation violente par les partis politiques et les candidats aux élections	70% des Candidats et partis politiques engagés dans les élections ont choisi des voies légales pour leurs revendications.	74 signataires code de bonne conduite; 18 appels au respect lancés par voie de presse		
Produit 4.1 Les partis politiques et les candidats aux élections proposent des projets de société répondant aux besoins	Indicateur 4.1.1 Nombre de candidats aux élections participants aux formations sur la formulations de projets de société et mettant en application les	Inexistence de cadres stratégiques internes permettant la structuration de projets de société	80% des potentiels candidats aux élections ont bénéficié des formations	110 partis/leaders politiques informés sur l'Etat réel du pays pour la conception de leur programme	Formation réduite à 3 jours compte tenu de l'indisponibilité pour raison de précampagne	Activité orientée vers leaders ayant confirmé leur participation aux élections

des populations et concourant à la consolidation de la cohésion sociale	recommandations reçues potentiels					
	Indicateur 4.1.2 Nombre de candidats aux élections et de partis politiques acceptant de participer aux séminaires sur les enjeux des élections	0	80% des potentiels candidats aux élections ont bénéficié des formations et des pp	100% des candidats ont participé aux séminaires et rencontres sur les enjeux des élections		
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

## **PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI**

### **2.1 Enseignements tirés**

*Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.*

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	<p>En RCA, la majorité des interventions visant à renforcer la cohésion sociale privilégient l'appui direct aux communautés au détriment du renforcement des capacités de planification, de coordination et de suivi des autorités. Cela peut avoir pour conséquence de décrédibiliser les autorités auprès des populations, mais aussi et surtout, de détériorer la qualité de la coopération entre les partenaires et les autorités.</p> <p>Il est primordial de trouver un juste équilibre dans la répartition de notre appui de façon à ne pas saboter l'objectif ultime de nos interventions qui est de donner aux Centrafricains tous les outils nécessaires pour maîtriser le processus de sortie de crise et garantir la non répétition.</p>
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	<p>Le calme relatif qui a suivi les élections ont fait oublier que le désarmement des groupes armés est une question centrale. Toutes les actions de sensibilisation, tous les engagements de réconciliation pris par les communautés n'ont aucune prise sur ces groupes ou sur les milices d'auto-défense, qui continuent de s'affronter pour conserver leurs zones d'influence. Des actions fortes telles que l'arrestation et le jugement de chefs de guerre seraient de nature à tempérer leurs ardeurs et faciliter le dialogue devant mener au DDR</p>
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	<p>En dépit de l'engagement des communautés, la création et le maintien en activités des mécanismes locaux de gestion des conflits (comités de paix, comités de médiation, comités de réconciliation) reste complexe. Les membres de ces comités s'exposent à des risques liés à leur engagement (comme ce fut le cas à Kabo où ils ont été menacés par les groupes armés), ces comités ont du mal à fonctionner sans appui extérieur. La question est critique au regard du contexte national et aux objectifs du projet liés à la structuration d'une architecture de paix pérenne. La réflexion sur une stratégie de sortie doit être menée dès maintenant, au risque de voir la structure s'effondrer dès sa création si aucun partenaire de la RCA ne s'engage sur la durée.</p>
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

### **2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)**

*Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).*

Situé dans le 4ème arrondissement de la ville de Bangui, Boyrabe a été le théâtre de nombreuses violences durant la crise qu'a traversé la Centrafrique. Une large proportion de jeunes - qui représentent 60% de la population du quartier - ont fait partie des milices anti-Balaka et la moindre étincelle était suivie d'affrontements communautaires d'une rare violence.

Afin de canaliser cette énergie autour d'un projet fédérateur, la MINUSCA, la PNUD et UNFPA ont, dans un effort conjoint, financé la construction d'un centre culturel et sportif. D'une superficie de 5800 m2, le centre dispose, entre autres, d'une salle de spectacle, de six salles de formation, de terrain de jeux et d'une bibliothèque.

Plus de 1000 travailleurs, hommes et femmes, se relaient sur le chantier débuté en mai 2015. Encadrés par un expert-architecte du PNUD, 60 d'entre eux (dont 30 jeunes femmes) reçoivent une formation qualifiante dans les métiers du bâtiment (maçonnerie, soudure, fonderie, coffrage, carrelage, ferronnerie...) et pourront en vivre à la fin du chantier. Ces THIMO d'un nouveau type, couplées à de la formation en gestion/prévention des conflits, en capacités de vie (gestion d'un budget familial, élaboration et mise en oeuvre d'activités génératrices de revenus), et de sensibilisation pour prévenir les IST et le VIH Sida, ont complètement changé la face du quartier. Menées conjointement par le PNUD et UNFPA, ces activités ont été financées par les ressources du Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies.

"Avant, le moindre incident déclenchait des combats, témoigne Héléna Yanga, jeune travailleuse du chantier. Aujourd'hui, il y a un vrai changement des mentalités. Les jeunes se détournent de la violence parce qu'ils ont quelque chose à faire et un nouvel esprit de pardon". "La construction de ce centre culturel et sportif sera le symbole et le modèle d'initiatives de paix et de cohésion sociale susceptible d'être étendue à plusieurs communes et provinces du pays" a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga lors de sa visite du site. La fin du chantier est prévue pour décembre 2016.

## **PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION**

### **3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires**

*Veillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage*

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Les dépenses sont en décalage

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.<sup>5</sup>

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
-------------------	------------------	------------	-----------------	----------------	------------------------------------

<sup>5</sup> Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

		réciendaire			
Résultat 1: Les capacités des acteurs et institutions dans le domaine de la transformation des conflits et de la consolidation de la paix sont renforcés et institutionnalisés, y compris à travers la mise en place d'une architecture de paix inclusive et pérenne organisée à tous les niveaux					
Produit 1.1	Les structures et mécanismes relatifs à l'architecture de paix (plateforme nationale, régionale et structure locale) sont mises en place et rendues fonctionnelles dans les zones les zones-cibles du projet.	PNUD	195000	83379,22	Mise en place ces comités locaux de paix et de réconciliation à Bangui, Bimbo, Lobaye, Ombella-Mpoko
Produit 1.2	Le Gouvernement et d'autres acteurs institutionnels clés disposent des capacités nécessaires pour la coordination de la mise en œuvre de la stratégie nationale et du plan d'urgence en matière de réconciliation nationale.	PNUD	170000	41265,49	Voyage d'Etude au Rwanda, Appui à la réhabilitation des locaux du Ministère Réconciliation
Produit 1.3	Le rôle et les capacités des leaders des groupes armés, politiques, religieux et de la société civile sont renforcés dans les domaines de la médiation et de la réconciliation.	PNUD	65000	31208,06	Appui à la réhabilitation des chefferies traditionnelles, renforcement des capac. des maires et leaders communautaires à bangui
Résultat 2: Les programmes de réintégration et de relèvement socio-économique dans les zones d'action contribuent à apaiser les tensions, favorisent les interactions entre les groupes autrefois antagonistes et contribuent à la consolidation de la paix					
Produit 2.1	Les interactions entre différents acteurs dans les communautés	PNUD	148500	142202,98	Thimos, sensibilisation à la paix, formations en

	ciblées favorisent le retour et la réintégration des ex-combattants, des exilés et des personnes déplacées internes.				compétences de vie
Produit 2.2	La restauration des structures administratives, juridiques, de sécurité et des services sociaux de base contribuent à l'instauration d'une paix durable.	PNUD	248000	6797,27	Restauration de la mairie de Boeing (Ombella-Mpoko)
Produit 2.3		PNUD			
Résultat 3: Les candidats aux élections et les formations politiques sont mieux outillés pour une participation de qualité au processus électoral et contribuent à la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.					
Produit 3.1	Les capacités techniques et organisationnelles des partis politiques et des candidats aux élections sont renforcées, leur permettant de proposer des projets de société répondant aux besoins des citoyens et concourant à la consolidation de la cohésion sociale	PNUD	326000	91135,86	Ce montant ne concerne que les dépenses engagées en 2016, l'autre partie ayant été engagée en 2015
Produit 3.2	Les candidats et partis politiques sont dotés des capacités nécessaires au suivi des opérations de vote et de	PNUD		0	

	dépouillement				
Produit 3.3	Les candidats et partis politiques engagés dans le processus électoral sont dotés d'un code de bonne conduite en vue de promouvoir un environnement électoral apaisé.	PNUD		0	
Résultat 4:					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

### 3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

*Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):*

La mise en oeuvre du projet nécessite de gros efforts de coordination aussi bien avec la partie nationale qu'avec les acteurs internationaux (Minusca Affaires politiques, Affaires civiles, Division des Droits de l'Homme, Bureau du D-SRSG entre autres). Le manque de communication du Gouvernement autour de sa stratégie de réconciliation poussait chaque organisation à oeuvrer selon son agenda institutionnel, ce qui n'était pas sans créer des tensions.

L'élaboration par les autorités d'un programme national pour la réconciliation et la cohésion sociale (PNRCS) facilitera la mise en cohérence de toutes les interventions, puisque le document reflète la vision du chef de l'Etat quant aux actions à conduire durant les trois années à venir. Au titre des objectifs du programme, le renforcement du dialogue politique, l'intensification des actions de sensibilisation (en particulier sur le retour des réfugiés et déplacés) et la création de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation (CVJRR). Le projet pourrait recadrer ses activités autour de ces trois axes pour être sur d'avoir un impact perceptible, et ce d'autant plus que ces aspects ne seront pas couverts par les partenaires bilatéraux de la RCA. L'assistance technique de pays tiers pourrait être sollicitée, la RCA ayant tirés des enseignements intéressants de l'expérience rwandaise en matière d'implication de la société civile dans le processus de réconciliation et en matière de monitoring de l'impact des actions du Gouvernement.